

Le pouvoir aux travailleurs

19 OCTOBRE 2003

N° 101

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
EDITORIAL:	
- TRAVAILLEURS, NE NOUS LAISSONS PAS DIVISER, NE NOUS LAISSONS PAS ENTRAÎNER PAR LES DÉMAGOGUES DE TOUT POIL !	2 - 3
- DANS LA RÉGION DE L'OUEST, LES BURKINABES INDÉSIRABLES DANS LEURS PLANTATIONS	4
- A PROPOS DES CASSES DE YOPOUGON	4 - 5
- PRÉTENDUE DISSOLUTION DU GPP	5 - 6
- ETUDIANTS DÉPLACÉS DE GUERRE, LA LUTTE A PAYÉ	6
- RENTÉE SCOLAIRE 2003-2004: DÉCISION GOUVERNEMENTALE "ECOLETICIDE"	6 - 7
- GBAGBO, KOUDOUSS ET CONSORTS TOUS DES GENS DU MÊME MONDE	9
- ESCLAVAGE D'ENFANTS : CACHEZ CE QUE JE NE VEUX VOIR !	10
- DOUANES : SILENCE ON PILLE !	10 - 11
- BÂTIMENT : LE RECUK DES CONDITIONS DE TRAVAIL	11
- CES MENTEURS QUI SE DISENT SOUCIEUX DE SCOLARISER LES ENFANTS DES PAUVRES	12
- MALI : GRÈVE BIEN SUIVIE DANS LA FONCTION PUBLIQUE	13

**TRAVAILLEURS, NE NOUS LAISSONS PAS DIVISER, NE NOUS LAISSONS PAS
ENTRAÎNER PAR LES DÉMAGOGUES DE TOUT POIL !**

Plus d'un an après la rébellion du 19 septembre 2002 et neuf mois après les accords de Marcoussis qui avaient abouti à la mise sur pied d'un gouvernement de Réconciliation nationale, il est patent que la crise qui secoue la Côte d'Ivoire est loin d'être terminée. Animés par leurs intérêts de boutiques et leurs ambitions personnelles, chacun des clans qui se proclamait "réconcilié" avec les autres au sein d'un même gouvernement attendait la première occasion venue pour retourner la situation en sa faveur. Pendant qu'ils parlaient de faire la "paix" ils faisaient le contraire.

Le retrait des ministres des Forces Nouvelles du gouvernement, même à titre provisoire, marque peut-être une nouvelle étape dans l'aggravation de cette crise. Le langage guerrier et haineux fleurit de nouveau dans la presse des uns et des autres de même que dans la bouche des dirigeants du FPI et des Forces Nouvelles. A la déclaration de Soro disant : "*En cas de guerre nous sommes prêts*", Gbagbo répond : "*Si vous voulez la guerre, je suis prêt aussi*". Depuis, le président fait régulièrement venir des délégations régionales à son palais et exhorte ses partisans à être "*imaginatifs*" pour contrer la "*rébellion*", à renforcer leur vigilance. Dans un discours adressé aux Akyé, il n'a pas hésité à manier de la démagogie en leur disant en substance que leur forêt était en danger à cause de la convoitise des étrangers venant des pays voisins et voulant mettre la main sur les richesses de la Côte d'Ivoire. Il leur demande "*de ne pas laisser tomber le bâton car le serpent n'est pas encore mort*". De son côté, Soro a organisé une manifestation de plusieurs dizaines de milliers de personnes à Bouaké pour montrer sa force. Avec ses partisans "*marcoussistes*" il avait projeté de faire la même chose à Abidjan mais Gbagbo vient de la lui interdire.

Les sbires de Gbagbo qui sont dans les groupes paramilitaires du GPP (Groupement des Patriotes pour la Paix) ou sous le commandement du "*Général*" Blé Goudé ou du "*Maréchal*" Eugène Djuhé, ont donné le ton en s'en prenant violemment (pour le moment localement) aux petits vendeurs de journaux qui ont commis le crime de vendre les journaux opposés à Gbagbo. Tels des chiens enragés, ils crient déjà qu'ils sont "*prêts à attaquer*". Leurs exactions sont couvertes par le pouvoir qui prétend qu'ils seraient "*provoqués*" ou que leurs manifestations seraient "*infiltrées*" par des malintentionnés des forces rebelles.

La plupart des commentateurs de la vie politique ne voient dans cette escalade qu'une simple "guerre diplomatique", qu'un simple "bluff" ou d'un jeu de "poker menteur" pour faire monter les enchères. Cela est possible mais ce que personne ne dit c'est que ces politiciens, dans leur partie de bras de fer à distance, sont de nouveau en train de souffler sur la braise qui peut à tout moment s'enflammer et entraîner le pays tout entier dans un nouveau cycle de violence. Ces gens-là, quel que soit leur camp politique, qu'ils soient du côté des forces "loyalistes" ou "rebelles" ou qu'ils naviguent entre les deux eaux, sont en train de nous préparer de nouveaux charniers, de nouveaux massacres, non contents de ce qu'ils ont déjà créé comme dégâts et haines aux quatre coins du pays.

Eux, les dirigeants politiques se moquent de la souffrance de la population qui est la première victime de leur volonté d'en découdre afin de faire main basse sur les ministères et les postes les plus lucratifs.

Voilà pourquoi, nous les travailleurs, nous les exploités, nous aussi devons rester vigilants pour ne pas nous laisser entraîner dans leur piège. Ces politiciens veulent de nouveau se servir de nous, ils veulent que nous nous entre-tuions pour qu'eux puissent tirer les marrons du feu. Refusons d'être leur chair à canon. Disons-leur que nous en avons assez, que nous avons déjà assez payé de notre sang et des nos sueurs. Cette crise, c'est nous les travailleurs, les chômeurs, ce sont nos parents les petits paysans qui en souffrent le plus. Une grande partie des entreprises en ont profité pour licencier, pour aggraver nos conditions de travail, pour diminuer nos salaires. Les hôpitaux, les transports collectifs, les écoles publiques déjà en piteux état avant la crise, sont aujourd'hui à l'agonie de même que toutes les autres infrastructures utiles à la population. Nous souffrons déjà assez comme cela même sans la guerre pour que nous acceptions des souffrances supplémentaires. Nous avons nos propres revendications, nos propres intérêts à faire valoir y compris et surtout en ces temps de crise. Nous ne pouvons pas compter sur les dirigeants syndicaux des grandes centrales qui, loin de nous défendre, veulent au contraire nous diviser et nous entraîner derrière les va-t'en-guerre. Nous ne pouvons compter que sur nous mêmes pour défendre nos intérêts et pour améliorer notre quotidien. Et nous avons besoin d'être unis pour être forts et nous faire entendre par nos exploités. C'est pourquoi nous ne devons accepter en notre sein aucune division de nature ethnique, religieuse, régionale ou nationale. Nous devons au contraire répandre partout où nous pouvons l'idée de la fraternité de classe et de la communauté d'intérêts de tous les exploités sans distinction d'origine. Il y va de notre dignité et de notre salut commun.

**DANS LA RÉGION DE L'OUEST,
LES BURKINABES INDÉSIRABLES DANS LEURS PLANTATIONS**

La Côte d'Ivoire vit aujourd'hui une crise à plusieurs origines. Mais l'une des causes les plus importantes qui perdurent depuis des années c'est le conflit foncier. Depuis les années 90, avec un peu plus d'acuité, le conflit foncier s'est étalé un peu partout à travers le pays. Tantôt, c'est la chasse aux pêcheurs "Bosso" d'Ayamé, tantôt c'est la chasse aux planteurs Burkinabé de Tabou ou des régions de montagne. Aujourd'hui, ce problème épineux continue de résurgir. Malgré l'arrêt momentané des hostilités militaires sur le terrain, ces conflits ne cessent de faire des morts. Dans "Soir-Info" du 06 octobre dernier, on nous fait état de 17 Burkinabé tués dans la région de Gliglo-Duékoué et de nombreux disparus. Auparavant, c'est un autre quotidien, "Notre Voie" qui, de son côté parlait de la mort de deux jeunes Guéré dans la même région. Evidemment les deux communautés se suspectent, chacun accusant l'autre d'avoir commis des exactions sur les siens. En plus de ces meurtres, la communauté "autochtones" Guérés vient d'ajouter un autre point d'achoppement qui est le refus catégorique de voir le retour des Burkinabé dans leurs plantations. Il en

est de même pour les "allogènes" Baoulés à qui il est interdit aussi le retour dans leurs plantations "avant la fin des conflits".

Dans toutes les régions de l'Ouest du pays où les Burkinabé sont installés, ils sont en bute à de telle exaction qu'aucun journal ne fait échos ou le font de temps en temps, comme si de rien n'était. Cela montre bien que même si cette guerre arrivait à prendre fin demain, la question de la terre restera toujours posée et les massacres continueront.

Aujourd'hui, les Guérés refusant l'accès des plantations aux Burkinabé et Baoulés, personne ne peut prédire la réaction de ces derniers. Et le pire est à craindre pour ces communautés qui ont toujours su vivre ensemble avant que les politiciens ne viennent envenimer leur cohabitation. Car en cas de nouveaux conflits, cela pourrait encore engendrer des morts inutiles. Quant au gouvernement ou aux dirigeants politiques, comme ils l'ont toujours fait, ce sera une occasion encore de faire de la démagogie, de la spéculation pour se maintenir ou arriver au pouvoir.

A PROPOS DES CASSES DE YOPOUGON

Dans la nuit du 9 puis durant la journée du 10 octobre dernier, des bandes de surexcités se réclamant des "patriotes" ont mis à sac quelques locaux de la SODECLI (Société de distribution

d'eau en Côte d'Ivoire), ainsi que quelques installations et matériels de Ci-Telcom, de la CIE (électricité), et de la société de mobile Orange. Tout cela s'est passé à Yopougon. Mais ce sont

surtout la Sodeci et la CIE qui ont été les plus touchées. Plusieurs compteurs d'eau et d'électricité des maisons dans les quartiers populaires ont été cassés, privant de la sorte des milliers d'habitants de tout approvisionnement en eau potable ou en courant.

Ces énergumènes, visiblement agissant sous la protection sinon la complicité tacite des dirigeants du FPI voulaient soi-disant protester contre le fait que selon eux les habitants de Bouaké, zone sous occupation des Forces nouvelles, ne payeraient ni l'eau ni l'électricité alors que ceux d'Abidjan les payent. A supposer que cela soit vrai, ce qui est loin d'être le cas, pourquoi casser les installations utiles dans les quartiers populaires de Yopougon alors que logiquement on devrait exiger que les habitants de tous ces quartiers devraient eux aussi en avoir la gratuité. Mais visiblement là n'est pas le problème des ces bandes de para-

militaires qui ont d'autres préoccupations n'ayant rien à voir avec les intérêts des petites gens. Que visaient-ils alors les commanditaires de cette opération de commandos? Faire pression sur les dirigeants français en s'en prenant aux intérêts de ces entreprises à capitaux français afin qu'ils accélèrent l'opération de désarmements des de Forces Nouvelles ? Après avoir bégayé quelques jours, le gouvernement a fini par se démarquer de ces agissements en prétendant qu'ils étaient provoqués par les seuls éléments appartenant au GPP qu'il a ensuite dissous. Pourquoi seulement le GPP, alors que les mouvements de Blé Goudé et consorts y avaient participé aussi? Est-ce un signe de gage de bonne volonté en direction de la France? En tout cas, pour le moment ce sont les habitants des quartiers populaires qui font les frais des coupures d'eau et d'électricité.

**PRÉTENDUE DISSOLUTION DU GPP :
UNE PROPAGANDE QUI NE COÛTE RIEN A PERSONNE !**

Le gouvernement a profité des casses de CIE-SODECI pour faire porter le chapeau au seul GPP (le Groupement des patriotes pour la paix) et décréter la dissolution de cette milice.

Il sait bien que ce n'est pas par un décret ministériel que cette milice a vu le jour et ce n'est donc pas, non plus, par un décret bidon qu'il se dissoudra. D'ailleurs, le gouvernement, dans un passé récent, n'avait-il pas déjà interdit tout groupement de ce genre? Et chacun a pu se rendre compte que cette précédente mesure n'avait nullement empêché les GPP de tous genres à

continuer d'exister? C'est dire que ce nouveau décret ministériel n'est au mieux qu'une épée dans l'eau et reflète plutôt les contradictions qui existent au sein de ce gouvernement. Parce que, si Gbagbo et ses partisans du FPI veulent bien faire un semblant de concession vis à vis des forces rebelles, histoire de dire que "*nous avons démantelé nos milices, la balle est maintenant dans votre camp*", ils ne sont pas assez fou pour prendre des mesures contre leurs propres partisans.

Parce que le GPP n'est pas une organisation apparue spontanément.

Tout le monde sait que des gradés des Fanci se cachent derrière. Qui sait, elle est peut-être même une création des dirigeants du FPI, et pourquoi pas, des gens broches de Simone Gbagbo et de Mamadou Coulibaly ?

Il est bien significatif que le gouvernement fasse porter le chapeau des dernières casses au GPP alors que Gbagbo disait encore il y a quelques jours que ces casses étaient l'oeuvre de gens de Soro qui se seraient "infiltrés" dans cette manifestations pour faire du

tort aux "patriotes". Mais voilà qu'aujourd'hui, le gouvernement, lui, accuse le GPP comme étant les auteurs de ces casses et en profite pour le dissoudre avec l'efficacité que l'on sait.

Le gouvernement actuel est un gouvernement impuissant à résoudre les problèmes liés à la guerre. Toutes les prétendues mesures qu'il prendra dans ce sens ne peuvent être que des mesures publicitaires sans aucune conséquence.

ETUDIANTS DÉPLACÉS DE GUERRE, LA LUTTE A PAYÉ

On se rappelle les violentes manifestations des étudiants déplacés qui ont mis plusieurs fois le Plateau en ébullition. Leur lutte a fini par payer.

En fin de compte, ces étudiants ont fini par obtenir du gouvernement le paiement de la somme de 180.000F en plusieurs tranches. La première tranche de 45.000F leur a été versée du 06 au

10 octobre. En plus les quelques 13.000 étudiants déplacés ont obtenu la gratuité du transport à la SOTRA et des tickets de restaurant universitaire. Pour ce qui est du logement, ils ont même obtenu des promesses d'hébergement.

Seule la lutte paye. Si quelques milliers d'étudiants sont arrivés à faire plier le pouvoir, qu'en serait-il si tous les travailleurs s'y mettaient.

RENTÉE SCOLAIRE 2003-2004 : DÉCISION GOUVERNEMENTALE "ECOLETICIDE"

Pour cette rentrée scolaire, le gouvernement a décidé qu'aucun élève de la 6^e et de la 2nd ne sera affecté au frais de l'Etat dans les établissements privés comme les années précédentes.

Cette décision est complètement absurde. Les problèmes qui avaient obligé l'Etat à affecter dans le privé n'ont pas été résolus. Bien au contraire, ils se

sont empirés. Si le nombre d'élève n'a cessé de croître considérablement, le nombre de nouveaux établissements publics est resté à la traîne. Les quelques rares existant sont déjà surchargés. On aurait mieux compris cette décision si elle faisait suite à la construction et à l'inauguration de nouveaux établissements secondaires. Mais dans la situation actuelle, cette

décision montre seulement que les dirigeants du pays n'ont rien à faire de l'éducation et de la formation des jeunes des familles défavorisées. Le fait même que des centaines d'élèves aient été affectés au Lycée Municipal de Niangon qui n'existe encore que de nom, illustre bien ce fait.

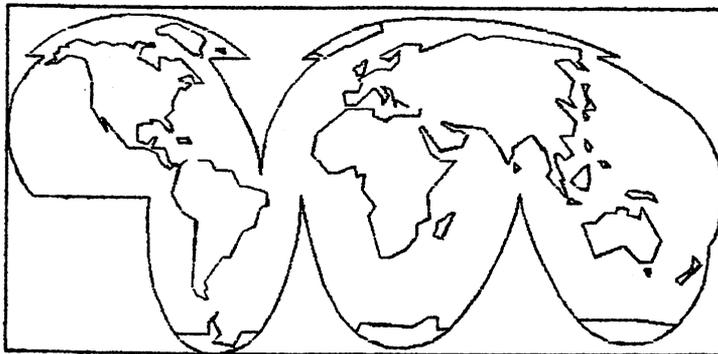
Quand un monsieur comme Amani N'guessan, ministre de l'éducation National et ancien professeur de surcroît, proclame qu'il aura maintenant au plus 70 élèves par classe pour le premier cycle secondaire et 60 pour le second cycle, on est obligé de pouffer. On se demande si c'est la politique où son nouveau bureau ministériel qui lui a fait oublier de si tôt ses salles de classe bondées. Car bien

avant la décision de ne plus affecter les élèves dans le privé, les salles de classe des établissements publics dépassaient déjà largement ces effectifs.

La réalité c'est que cette décision n'a pour autre but que de faire des économies sur l'éducation. Ainsi comme le proclame les associations de parents d'élèves, c'est près de 300.000 élèves qui seront laissés pour compte. Pour ce fait la barre d'admission en 6^e et en 2nd a été vue très à la hausse.

Si c'est comme ça, en marchant à reculons, que le régime en place compte parvenir à l'école gratuite et obligatoire pour tous, alors l'arrivée n'est pas pour demain.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

LE DÉLABREMENT DE L'HÔPITAL DE OUÉLLÉ : UN EXEMPLE PARMIS D'AUTRES

Le journal *Fraternité-Matin* du 02 octobre décrit l'état dans lequel se trouve l'unique hôpital de Ouéllé et de sa région: *"toilettes à ciel ouvert... et presque inexistantes... ambulance hors d'usage... laboratoire d'analyses médicales (hors service)... les populations contraintes de se rendre à Daoukro ou Abidjan pour leurs analyses de sang et d'urine, etc, etc"*.

Que peut-on attendre d'autre, d'un hôpital qui a 29 ans de service et qui a besoin de travaux de réhabilitation et qui manque cruellement de financement? En attendant, même pour de simples travaux à effectuer d'urgence, l'administrateur de cet hôpital "attend" depuis longtemps "la suite" des "devis des travaux" qu'il a déposés auprès de l'administration d'Abidjan.

Dans ce pays, combien sont les hôpitaux se trouvant dans le même état désastreux que celui-ci? Et cet état de chose ne date pas d'aujourd'hui. Mais tous ceux qui se succèdent au pouvoir dans ce pays pensent bien plus à s'en mettre plein les poches qu'à s'occuper à garder en état de fonctionnement une structure hospitalière dont, justement, eux-mêmes et leurs familles n'ont aucune utilité, du fait qu'ils se soignent dans des cliniques privées hors de portée de petites bourses, quand ils ne vont pas à l'étranger.

Comble de la dérision, le pouvoir FPI voudrait mettre en place dans ces conditions, - sans succès auprès des populations, et pour cause! - une assurance maladie (AMU) obligatoire. Mais qui est donc fou pour vouloir payer une assurance, alors que le peu d'hôpitaux existants ne sont même pas opérationnels? Quelle est cette assurance "attrape-nigaud" où il faut d'abord payer avant de se faire rembourser? D'ailleurs, qui en garantira le remboursement et à quel taux? De plus, où trouver l'argent, avec des salaires aussi bas? Non! La grande trouvaille du FPI, ce n'est pas l'"Assurance Maladie Universelle". C'est tout juste une autre façon d'escroquer les populations pauvres!

Parce que de gens sérieux qui se soucieraient réellement de la santé publique, commenceraient d'abord par réparer les structures existantes et trouveraient certainement l'argent nécessaire pour construire d'autres hôpitaux, en commençant par les régions où il y a urgence. Or, de l'argent, il y en a! N'en ont-ils pas trouvé des milliards pour acheter des engins à tuer pour préserver leur pouvoir?

Le FPI a beau jeu de dire aujourd'hui que la guerre les l'a empêché de faire ceci ou de faire cela. Mais le délabrement des hôpitaux ne

L E U R S O C I E T E

date pas d'aujourd'hui. Pas plus, l'urgence de nouvelles constructions. Or, rien de significatif n'a été fait depuis de nombreuses années.

D'ailleurs, le fait que le peu que les hôpitaux de ce pays bénéficient depuis plusieurs années provient d'ONG

est bien révélateur du désengagement de l'Etat en matière de santé publique. C'est par ce biais des ONG que cet hôpital de Ouélé a reçu des choses aussi élémentaires que des "tables d'examens", des "brancards" ou de quelques malheureux lits!

GBAGBO, KOUDOSS ET CONSORTS : TOUS DES GENS DU MÊME MONDE

Dans sa parution du 26 et 27 septembre dernier, "Notre voie", organe de presse du FPI révèle que la présidence a payé les frais d'hospitalisation de l'imam Idriss Koudouss à hauteur de 28 millions de francs.

Cette révélation est fort significative. Si ces messieurs sont opposés dans la lutte pour le pouvoir, ils n'oublient pas qu'ils sont du même

monde et n'hésitent pas à se venir en aide les uns les autres en cas de difficulté. Cet exemple doit aussi servir aux classes laborieuses du pays. Quelles que soient nos origines ethniques ou régionales nous devons mettre en avant nos intérêts de classe ! C'est le seul moyen pour ne pas se laisser entraîner dans la politique criminelle dans laquelle des politiciens irresponsables engouffrent le pays.

EAU : GASPILLAGE OUI, MAIS EN SURFACTURATIONS !

Une enquête du ministère des infrastructures économiques montre que l'Etat a une énorme dette envers les fournisseurs d'eau. Ainsi le ministère de la Défense, est présenté, comme le plus gros consommateur d'eau avec près de 2,5 milliards de francs. Pour le seul camp d'Agban (3000 habitants), la consommation serait d'environ 400 millions de francs. Plus que la consommation de Daloa, ville qui

compte, 300 milles habitants.

Il n'est pas besoin d'être un grand observateur pour voir que quel que soit le gaspillage auquel se livre les habitants du camp d'Agban ou autres, c'est surtout les surfacturations dans les ministères publics qui donnent de telles sommes. Alors diminuer le gaspillage n'est pas difficile. C'est dans les poches de ceux là qu'il faut aller chercher !

L E U R S O C I E T E

ESCLAVAGE D'ENFANTS: CACHEZ CE QUE JE NE VEUX VOIR !

Des enquêtes conduites par le ministère de la fonction publique "révèlent" qu' "il n'y a aucun enfant esclave dans les plantations ivoiriennes". Les seuls enfants trouvés seraient des enfants qui aident leurs parents au champ.

De qui se moque t-on? Il n'y a pas besoin d'enquêtes pour savoir que les riches planteurs ne se privent pas d'employer des mineurs envoyés par

des parents pauvres, qui travaillent pour une misère. Dans les plantations oui, mais aussi, ici, en ville!

Chez ces ministres où des filles mineures qu'on appelle "servantes" triment toute la journée, dans un état de semi-esclavage. Des filles maltraitées dans l'indifférence générale, alors que ça aussi c'est de l'esclavage. Il n'y a pas plus aveugle que celui qui ne veut pas voir!

"C'EST LE GÉNIE DE GBAGBO QUE LES JALOUX COMBATTENT"

Ces propos sont du ministre Alphonse Douati et non d'un quelconque griot. Ce monsieur va d'ailleurs plus loin en disant qu' "*aimer le président, c'est avoir un bon comportement.*" Ah bon!! Il s'est exprimé ainsi à l'occasion de l'investiture du MJG (Mouvement J'aime Gbagbo) d'Issia. Décidément! Ce n'est plus de l'amour qu'il s'agit ici mais de léchage de bottes!

Qui croyait qu'avec l'avènement

des "refondateurs" c'en serait fini de ces pratiques d'encensement digne du parti unique? On se rappelle que Gbagbo dans l'opposition avait critiqué le culte de la personnalité. Mais comme tout chef qui se respecte, il aime à se sentir aimé. Alors les comités, marches de soutien se multiplient. Comme dit l'autre "*que voulez vous que je fasse si tout le monde m'aime*".

Tout cela a un parfum de déjà vu!

DOUANES : SILENCE ON PILLE!

La direction générale des douanes vient de découvrir qu'une "fuite" d'un montant de 72 milliards de

francs cfa a eu lieu au cours de la seule année 2002. Il s'agit d'une quantité importante de marchandises qui aurait

L E U R S O C I E T E

dû être taxée avant de sortir des entrepôts de la douane mais qui s'est évaporée sous le nez et à la barbe de la direction douanière. Ce sont autant de milliards qui n'entreront pas dans les caisses de l'Etat. Mais il faut être naïf

pour croire que cette direction n'a rien vu. En tout cas ces milliards ne sont pas perdus pour tout le monde. On coffrera peut-être quelques sous-fifres histoire de dire qu'on y met de l'ordre.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

BÂTIMENT : LE RECUIL DES CONDITIONS DE TRAVAIL

La crise qui secoue le secteur du bâtiment depuis 2000, a donné plus de possibilité au patronat de ce secteur d'accroître un peu plus l'exploitation des travailleurs. Déjà pendant les périodes où il y avait du boulot, les patrons ne se souciaient de rien. Les accidents dont certains étaient meurtriers ou rendaient les travailleurs infirmes étaient légion. Les travailleurs étaient dans la précarité la plus absolue. Ces conditions inhumaines avaient poussé les travailleurs de quelques entreprises à mener des luttes pour exiger le Smig (salaire minimum interprofessionnel garanti) et quelques avantages. Mais là où les patrons furent obligés par ces luttes à faire des concessions, ils sont vite revenus sur ces acquis. Ils ont même tous repris le système de tâcheron ou de travail à la tâche. Avec le tâcheron, non seulement les salaires sont misérables, mais en plus ce sont des fins de mois incertains ou, même des coups fourrés des tâcherons qui disparaissent souvent avec la paye des

ouvriers. Dans le meilleur des cas où les travailleurs touchent leur salaire, c'est souvent la moitié et au milieu du mois.

Ce système a pour avantage de masquer le patron qui est le réel employeur. Il met ainsi les pauvres tâcherons en conflit avec leurs travailleurs qu'ils sont en difficulté de payer. En cas de fuite du tâcheron, l'entreprise se lave les mains sous prétexte qu'elle n'est pas la responsable qui a engagé les travailleurs.

Mais il y a pire que ça. Depuis la crise qui secoue le pays, il y a une montée des idées xénophobes. Les entreprises du bâtiment en profitent pour diviser les travailleurs pour mieux les exploiter. Les gens commencent à travailler en petites communautés tribales, ce qui n'est pas à l'avantage des travailleurs mais à celui des patrons qui leur font faire des heures supplémentaires gratuites.

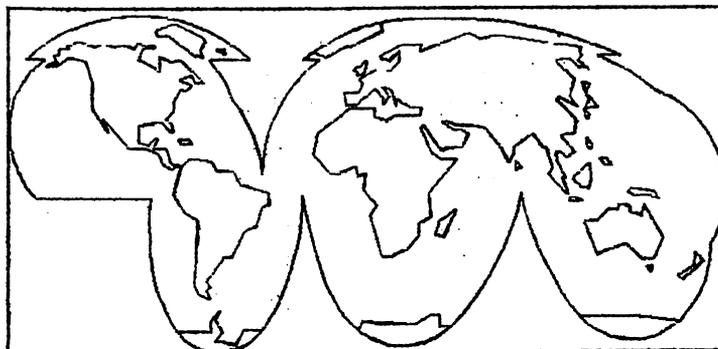
LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

CES MENTEURS QUI SE DISENT SOUCIEUX DE SCOLARISER LES ENFANTS DES PAUVRES

Je travaille comme aide-soignante à Dimbokro dans un dispensaire. Je touche un salaire qui tourne autour de 35.000 francs par mois. Ma fille a réussi à son BEPC et a obtenu une moyenne suffisante pour être orientée. Mais voilà qu'on l'envoie jusqu'à Bokanda! Ces ministres assis dans leur fauteuil à bouffer les millions chaque mois, ne savent-ils pas qu'il m'est impossible de me séparer de ma fille? Quand je suis au travail, qui va s'occuper de ses petits frères? Qui va

leur donner à manger? Nous habitons dans un bas-fond, loin du lieu où je travaille. Je pars le matin pour ne rentrer que le soir. Et puis, à Bokanda, qui je connais là-bas? Avec 35.000 Frs, ces gens-là pensent que je peux assumer une telle charge? Même pour nourrir leurs chiens, ils dépensent bien plus que ça! Je suis révoltée parce que ces gens-là qui sont au pouvoir disent qu'ils sont avec les pauvres? Où ça? Ils sont tous les mêmes, oui!

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

MALI : GRÈVE BIEN SUIVIE DANS LA FONCTION PUBLIQUE
--

Les 6 et 7 octobre dernier, les principaux services publics administratifs, à Bamako comme ceux de la province sont paralysés à la suite d'une grève de 48 heures largement suivie, lancée par l'Union Nationale des Travailleurs du Mali (UNTM). Ce syndicat qui regroupe plusieurs métiers, reproche à Amadou Toumani Touré (ATT) de ne pas tenir ses promesses électorales. Celui-ci, alors candidat avait promis, s'il était élu, une baisse significative des tarifs de l'eau, de l'électricité, du téléphone et des médicaments dits essentiels. L'UNTM dénonce aussi les "disparités" de rémunération dans la fonction publique et les "tracasseries administratives" dont sont victimes les transporteurs.

Cet avertissement au gouvernement intervient au moment où la population vit dans des conditions particulièrement difficiles. La crise qui sévit depuis plus d'un an en Côte d'Ivoire se fait sentir de plus en plus au Mali. D'un côté, à cause de la suspension des relations économiques

entre les deux pays, les produits de première nécessité sont devenus plus chers sur les marchés de Bamako et d'autres villes. De l'autre la privatisation de la compagnie nationale du coton a jeté à la rue, cette année, plus 600 travailleurs. Et quand on sait qu'en Afrique, un travailleur fait vivre plusieurs familles en plus de la sienne, ce licenciement ne peut être qu'un drame.

A cela il faut ajouter, en ce qui concerne les cultivateurs de coton, la diminution du prix de vente de leur produit : 180 F CFA par kg au lieu de 200 F CFA auparavant. La mauvaise pluviométrie de l'année dernière qui a fait chuter d'un tiers la production nationale n'a fait qu'enfoncer un peu plus les travailleurs de la terre dans la misère.

Les travailleurs de la fonction publique ont raison de participer largement à ces deux journées de grève. Si ceux d'autres secteurs suivent leur exemple, ce serait bien sûr une bonne chose.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.